

«REFONDATION SOCIALE» OU «RÉNOVATION NATIONALE»...

Personnellement, je tiens le mythe pour l'expression la plus achevée du mensonge, et l'affirmation selon laquelle *«les peuples ont besoin de mythes»* comme l'expression la plus achevée du mépris des imbéciles à l'égard de leurs semblables.

Bien évidemment, cette opinion, toute personnelle, n'empêche les petits malins de proposer au bon peuple des mythes tous plus mystificateurs les uns des autres.

Ainsi, en est-il du mythe de la refondation sociale (ou politique), proposé par les dirigeants du MEDEF, au nombre desquels, il est vrai, figure le dénommé Kessler, naguère fervent partisan du mythe maoïste, et pieux admirateur du *«petit livre rouge»* de Mao.

Zeev Sternhell dans son ouvrage sur *«La Droite Révolutionnaire»* (1), sur lequel il y aurait par ailleurs beaucoup à dire, démonte le mécanisme du mythe de la *«refondation»*. Il écrit:

«Assurément, chaque société cultive et entretient ses mythes fondateurs. Souvent, à la suite d'une grande crise et d'une césure dans son histoire, une société éprouve le besoin de se donner un mythe de retour aux sources ou un mythe re-fondateur. Tel a été le cas de la France au lendemain de la Libération. Non seulement, il fallait que l'épopée de la France libre et de la Résistance fût celle de la France... La Révolution française, qui, depuis la débâcle de 1870 jusqu'au désastre de 1940 portait aux yeux de vastes secteurs de l'opinion publique la responsabilité de l'irréparable décadence du pays, devenait le point de ralliement par excellence. Le mythe de refondation en venait à commander toute l'interprétation de l'histoire du 20^{ème} siècle français. C'est ainsi qu'un extraordinaire effort historiographique a été entrepris pendant un demi-siècle pour dissocier la société française de Vichy, pour évacuer la Révolution Nationale de l'histoire de la France...».

Autrement dit, le mythe de la *«refondation»* a été utilisé par tous les réactionnaires nostalgiques de Vichy. Le simple fait que certains hommes du MEDEF ainsi que certains politiques le reprennent à leur compte, éclaire d'un jour cru l'idéologie à laquelle il se réfère.

J'ajoute que, selon moi, un certain *«anti-fascisme»* qui prétend ignorer les différences entre, par exemple, le régime de Salazar et Franco, celui de Mussolini et enfin le nazisme, participe de la même volonté de masquer la réalité qui peut se résumer de la façon suivante: le danger mortel pour les civilisations et le devenir de l'humanité est le totalitarisme qui oppose la société organique à l'individu et qui affirme la nécessité de *«la soumission de la partie au tout»*.

Après avoir noté que, pour Taine, la *«société civile»*: *«constitue un corps organique et non un ensemble d'individus»*, Sternhell dénonce le rôle joué par l'école d'Uriage créée par Vichy pour fournir les futurs cadres de la *«Révolution Nationale»*.

Il écrit:

«La dernière phase des activités organisées de l'équipe d'Uriage n'est pas la moins intéressante. A la fermeture de l'École, le noyau de ses cadres décide de former un Ordre destiné à perpétuer la communauté d'Uriage. Beuve-Méry est l'un des trois membres du Conseil de l'Ordre et remplit les fonctions de second de Segonzac, le chef indiscuté qui exige et obtient une obéissance totale. L'Ordre d'Uriage se disposait alors beaucoup moins au combat pour la libération du territoire qu'à répondre à «la crise de la civilisation». En fait, les hommes d'Uriage se préparaient à la situation révolutionnaire qui ne manquerait pas de se produire avec la défaite de l'Allemagne. Ils entendaient fournir au pays les nouveaux cadres qui appliqueraient la pensée de l'Ordre.

(1) Zeev Sternhell *«La Droite Révolutionnaire - Les origines françaises du fascisme»* - Édition Fayard.

L'idéologie proposée par l'Ordre aux communautés du réseau d'Uriage qui, à la veille de la Libération, se trouvent implantées sur l'ensemble du territoire - de Marseille et Toulouse jusqu'à Paris, Roubaix et Rennes en passant par Lyon, Grenoble et Saint-Étienne - était toujours la même: antilibérale, anticommuniste, anti-individualiste, antimaçonnique, élitiste, quelque peu sexiste. L'Ordre ne menait pas de politique ouvertement antisémite mais les juifs en étaient fermement exclus. Ailleurs, dans un document intitulé: «la Politique de l'Ordre», on flétrit ceux des Français chez qui «les intérêts d'une internationale soit capitaliste, soit juive, soit franc-maçonne, soit communiste» priment sur «les intérêts nationaux».

La défaite des nazis n'a pas permis aux futurs cadres de la «*Révolution Nationale*» d'être parmi les «*subsidiaries*» de «*l'Ordre Nouveau*» promis par Hitler. Pour autant, elle n'a pas stoppé des carrières qui s'annonçaient prometteuses et se poursuivirent après la «*libération*», notamment grâce au journal «*Le Monde*» et à son directeur, Beuve Méry, auquel on pourrait ajouter par exemple, (la liste n'est pas exhaustive), Emmanuel Mounier et la revue *Esprit*. Cela étant, il nous faut bien reconnaître que, grâce à la victoire «*historique*» du vichyste François Mitterrand, l'*Union Européenne* et la théologie de la subsidiarité, sont, pour l'instant, admis par des hommes qui, hier encore, se réclamaient des «*idéaux*» de la Révolution Française.

Certains semblent même considérer, comme définitivement acquises, la destruction des États Nationaux et l'émergence des «*communautés*». C'est faire bon marché de l'existence et de la volonté des peuples de défendre leur droit à l'existence. Les grèves et les mouvements de colère qui s'expriment de plus en plus nombreux dans toutes les couches de la population devraient pourtant, au moins pour ceux qui se veulent «*révolutionnaires*», rappeler que les sociétés ne sont pas immuables!...

Et qu'il arrive parfois que les «*collaborateurs*» aient des comptes à rendre!

Alexandre HÉBERT.

EN VRAC...

NITRATES: COMMENT LES CONS NOUS CERNENT

Boudiou! Qu'est-ce qu'il avait raison le père Henri Jeanson quand il nous a balancé son avertissement: «*Au secours! les cons nous cernent!*».

Récemment, nous avons constaté les dégâts des affirmations fausses, surtout lorsqu'elles sont crues par ceux qui les ont inventées: exemple, l'histoire du nuage de Tchernobyl «*arrêté à la frontière*» qui a conduit Nick Manière - piégé par son propre mensonge auquel je suis certain qu'il croyait dur comme fer (car dans la secte écologiste on est d'abord des croyants) - à se faire condamner pour diffamation par le T.G.I. de Paris. Il a fait appel. Ces faits tiennent de l'anecdote amusante. Malheureusement, il y a beaucoup plus grave.

Je suppose que vous êtes comme moi: à force d'entendre à la télé, à la radio, de lire dans les journaux que les nitrates sont très dangereux pour la santé, vous avez fini par en être convaincus. Je voudrais être aussi bon conteur que mon ami Henri Gougaud, pour que vous me lisiez avec plaisir. Hélas, il faudra vous contenter de vous taper mon pathos ci-dessous.

L'affaire commence dans les années 50 aux États-Unis. Des médecins généralistes confrontés à une maladie grave, parfois mortelle, des nourrissons âgés de moins de six mois en viennent à incriminer la concentration des nitrates dans l'eau jugée potable. Les études qui ont suivi ont tendu à confirmer l'hypothèse, non pas par la connaissance du mécanisme, mais par corrélation. D'où un certain nombre de mesures qui ont diffusé sur toute la planète. Notamment, la norme de 25 milligrammes/litre au-dessus de laquelle une eau de boisson (ou à usage culinaire) devait commencer à être considérée comme dangereuse, puis totalement interdite à la consommation à partir de 50 milligrammes/litre. En outre, les nitrates sont mis en cause comme cancérigènes.

Depuis, les biologistes ont fini par découvrir le métabolisme des nitrates à partir de leur ingestion. Les hypothèses envisagées pour expliquer les corrélations observées se seraient révélées complètement fausses: le parcours des nitrates dans l'organisme n'est pas aussi simple qu'on l'avait cru. Et, petit à petit, il a fallu que les scientifiques se fassent à l'idée que les nitrates ne seraient pas dangereux pour les jeunes nourrissons, ni cancérigènes.

J'entends déjà tous les allumés de la secte écologiste et les niaiseux qu'ils manipulent hurler sur tous les toits - si possible plus fort que le bruit de leurs éoliennes moches - qu'il s'agit de résultats bidon fabriqués

dans l'intérêt du lobby des eaux (Vivendi et autres). Soutenus, cela va de soi, par ceux qui, en toute sincérité, ont intenté des procès parce qu'on leur livre au robinet de l'eau contenant plus de 50 milligrammes/litre de nitrates.

Certes, cela n'est pas invraisemblable, on en a vu d'autres; mais une bonne laitue bien croquante venue dans votre potager sans engrais industriels contiendrait *«naturellement»* 2 grammes/kilo de nitrates, soit quarante fois plus que la norme interdisant la consommation d'eau. Et, pour les carottes et les épinards, ce serait encore plus important (y compris bien entendu pour les produits prétendus *«biologiques»*). Or, depuis cinquante ans, il n'a jamais été question d'interdire leur consommation. Mieux: on aurait constaté que ceux qui mangent beaucoup de légumes (donc qui ingèrent des quantités importantes de nitrates) développent moins de cancers que les autres!!!

Maintenant le problème est de faire passer l'information, si elle est vérifiée, dans l'ensemble de la société. Les experts et surtout les politiques ont peur du retour de bâton: à force d'avoir bassiné les populations pendant cinquante ans avec des normes de nocivité qui se révéleraient fausses, ils craignent qu'on les accuse d'avoir sciemment trompé leur monde. Car, dans une société où l'on privilégie l'affect, l'émotion (donc la peste émotionnelle) contre la raison... et les politiciens (dont les écologistes) sont les premiers à user du mensonge qui émeut - allez donc faire comprendre que le processus d'accumulation des connaissances n'est pas linéaire, mais procède d'un débat contradictoire où, contrairement aux niaiseries du sieur Feyera-bend et de ses laudateurs, c'est seulement la méthode expérimentale (1) qui permet de déceler la *«vérité»* momentanée (*«compte tenu des connaissances acquises à cet instant»*).

Pour les nitrates la *«vérité»* d'aujourd'hui (2) (3) ne serait plus la *«vérité»* d'il y a cinquante ans (et nous ne savons pas ce qu'elle sera dans cinquante ans), mais essayez donc de le faire piger aux cons qui nous cernent... qui sont hyper-nombreux parmi ceux qui nous gouvernent. Figurez-vous qu'on trouve même des *«anarchistes»* qui sont de minables antirationnalistes.

LE RETOUR DE LA COLONNE DURRUTI

Ce fut un thème *«récurrent»*, comme on dit en langage branché, de l'époque situationniste, c'est-à-dire pré-soixante huitarde. Un soir de fin janvier, *Arte* nous a proposé une dramatique plutôt théâtrale sur les cinq dernières années de la vie de Buenaventura Durruti.

Du point de vue de la forme, elle m'a paru excellente. Sur le fond, les débats entre militants de l'époque ne sont pas passés sous silence, au contraire, et c'est bien ainsi. Plusieurs raisons plausibles de la mort de Durruti sur le front de Madrid sont évoquées avec franchise: une balle perdue venant des lignes franquistes, une balle pas perdue tirée par les staliniens ou même par certains anarchistes. Nous ne devons pas avoir peur de notre passé si nous voulons l'assumer.

J'en connais qui auront trouvé ringardes les incitations de Durruti *«à tordre le cou à tous ces salauds de bourgeois qui sucent le sang des prolétaires»*. Pourtant, quand on lit ou écoute Seillière ou les membres de son association de malfaiteurs ou ses complices de l'autre bord, on peut penser que les exhortations de Buenaventura sont toujours actuelles.

Un défaut cependant de cette soirée intéressante: les téléspectateurs qui ne connaissaient ni l'histoire de l'Espagne de la première moitié du XX^{ème} siècle, ni l'histoire du mouvement anarchiste espagnol, auront été rapidement largués. Espérons que ceux d'entre eux qui ont suivi le programme jusqu'au bout auront envie d'en savoir plus.

CHEZ LES ANTIPAPISTES

C'était encore un soir sur *Arte*, il y a quelques semaines, encore aux alentours de minuit... pour pas risquer de perturber tous ceux qui bossent. Au programme un polar britannique plutôt humoristique qui nous contait les bagarres féroces à la BBC, pour devenir vizir à la place du vizir, entre les patrons des chaînes de télé et des chaînes de radio. Il y a même eu des morts.

Et des peaux de banane dans les couloirs. Pour déconsidérer un des aspirants vizir on lui concocte un scénario aux petits oignons pour une émission qu'il doit produire. Dans le dialogue cet échange de répliques:

- *Pourquoi le pape n'a-t-il jamais d'hémorroïdes?* - *Parce que c'est un vrai trou-du-cul.*

Sacrés British!

Marc PRÉVOTEL.

(1) Sur ce point l'ouvrage de Kropotkine, *La science moderne et l'anarchie*, n'a pas vieilli.

(2) Jean & Jean-Louis L'HIRONDEL, *Les nitrates et l'homme, le mythe de leur toxicité*, Éd. de l'Institut de l'Environnement, Liffre 1996, 146 pp.

(3) Marian APFELBAUM, *Nitrates, une norme aux pieds d'argile*, in *La Recherche*, n°339, pp. 31-34

NANTES, COLLOQUE DU 3 MARS 2001: «*POUR LA REPUBLIQUE UNE, INDIVISIBLE ET LAÏQUE*»

Intervention de Michel NAUD, mandaté par la Section Départementale de l'Union Rationaliste de Loire-Atlantique.

Pourquoi un colloque pour la République Une, Indivisible et Laïque? Parce que la République est en danger!

Pourquoi la section départementale de l'Union Rationaliste appelle-t-elle à ce colloque comme elle a appelé à la manifestation du 11 décembre 1999 contre la ratification par la France de la charte européenne des langues régionales ou minoritaires?

L'Union Rationaliste n'est pas un parti politique, elle n'a pas de ligne, elle ne repose sur aucun dogmatisme doctrinal ou moral, elle est ouverte à tous les esprits indépendants qui ne se satisfont pas des idées toutes faites ou des croyances incontrôlées.

L'Union Rationaliste s'inscrit dans la tradition de ces hommes du XVIII^{ème} siècle, dans leur diversité, dans leurs contradictions, qui partageaient la conviction en la possibilité de parvenir par la raison à une société où triompherait le droit, la liberté, la paix, la justice, sinon l'égalité.

Comme nous l'avons déjà vu depuis le début de ce colloque, la République est la fille de ce mouvement. Comme le dit le réseau Voltaire: le système républicain français entend construire un type de société où le lien politique serait exclusivement fondé sur le contrat social, négocié entre tous les citoyens, directement ou par l'intermédiaire de leurs représentants, et non pas sur des éléments d'identité, naturels ou choisis.

Ainsi, autant la sphère privée est le lieu d'épanouissement légitime des particularismes, autant la sphère publique est uniquement régie par ce qui est commun à tous: la Raison.

Cette aspiration n'est évidemment pas que française, ni même qu'européenne. Dominique Schnapper citait ainsi dans un article consacré à la «*nation et l'universel*» (*Raison Présente* 1997) cet extrait de la proclamation d'indépendance du Pérou en 1821:

«*On ne donnera plus le nom d'indiens ou d'indigènes aux aborigènes, ce sont des enfants et des citoyens du Pérou qu'on appellera des Péruviens.*»

Je vous ai dit tout à l'heure que nous considérons que la République est en danger.

Nous ne faisons pas un «*culte*» de la République. Nous ne disons pas que la République est la «*fin de l'Histoire*».

La citoyenneté évolue: le citoyen de 1789 était homme et propriétaire, le citoyen de 1848 accueillait l'ouvrier et le paysan, ces deux citoyennetés excluaient également les femmes... Nous disons simplement: «*Aujourd'hui la démocratie régresse*»:

- Il y a une entreprise de destruction de la souveraineté nationale au profit d'un état supranational ravalant notre imparfaite république au rang de subsidiaire d'un ordre bureaucraté.

- Il y a une entreprise de destruction de la souveraineté nationale au profit de l'encouragement des communautarismes religieux, régionaux ou de toute nature.

Aujourd'hui, comme le 11 décembre 1999, nous prenons date, avec nos camarades et amis de la *Libre Pensée*, des *Comités Laïcité République*, de la *Confédération Générale du Travail Force-Ouvrière*.

Victor LEDUC, qui fut le fondateur de la revue *Raison Présente* disait: «*le rationalisme reste le noyau dur que voudraient briser tous ceux qui se lancent à l'assaut de la démocratie*».

Ce rationalisme, c'est notre patrimoine commun ici, à cette tribune et dans cette salle; cela pourrait apparaître comme une pure discussion philosophique, mais, en pratique, à véritable enjeu, ce sont nos conditions matérielle d'existence.

Nous savons que les réponses aux questions de la période ne sont pas nécessairement les réponses d'hier.

Nous savons que les regroupements qui seront nécessaires, nationaux et internationaux, ne passeront probablement pas par les mêmes contours que pour les périodes précédentes.

Vous pouvez être certains que nous, section départementale de Loire-Atlantique de l'*Union Rationaliste*, seront là et vous pouvez être certains de notre détermination, sous notre drapeau et avec vous tous, à défendre le rationalisme, la démocratie, et la République, Une, Indivisible et Laïque.

Intervention de Jean-Paul NAUD

Penser et s'exprimer librement. Avoir pour outil la raison contre le dogme. Concevoir la vie dans le respect des libertés individuelles avec, pour étoile, la dignité humaine et la justice sociale.

Cela suppose une société laïque, démocratique dans un cadre juridique et des institutions publiques qui reconnaissent et servent ces principes et ces objectifs, issus des lumières de la Révolution Française.

Cela suppose aux éternels ennemis de l'humanité, qui nient l'individu et travaillent, inlassablement, urbi et orbi, à restaurer les archétypes de leurs paradis perdus, paradis d'une société de droit divin, dominatrice, esclavagiste et liberticide.

Mes prédécesseurs à cette tribune ont approfondi les outils supranationaux du capital et de l'idéologie vaticane qui détruisent la République dans ses principes, son unité et son organisation, on propos s'inscrit dans la continuité de leur analyse.

Il sera plus spécialement celui du libre penseur engagé dans l'action syndicale.

Et, à quelques jours du centenaire de la mort de Fernand Pelloutier (le 13 mars), il me paraît hautement symbolique de placer l'acte et la réflexion, que constituent ce colloque, dans le sillage de sa pensée et de ses choix.

Nul n'ignore son œuvre de fédération des bourses du travail et la grande leçon d'indépendance syndicale qui s'y rattache.

L'évoquer, c'est aussi réaffirmer la réalité de la lutte des classes en opposition au consensus bien pensant des pieuses images du bien commun fussent-elles cagoulées de cogestion, d'autogestion, de démocratie participative ou simplement vêtues des parures de l'association capital-travail.

A ce propos, n'est-ce pas d'ailleurs l'un de ses zéloteurs qui voulait, en 69, refonder chez nous les structures d'un état corporatiste?

Enfin Pelloutier, c'est aussi le haut idéal d'émancipation de la classe ouvrière tel que le conçoit toujours et le pérennise la *Fédération de la Libre Pensée*.

Indépendance syndicale, lutte des classes, conquêtes sociales, services publics, laïcité sont des concepts évidents pour un Libre Penseur.

Force est de constater qu'ils sont, sournoisement, mais efficacement remis en cause par les milices actives de la régression sociale.

Corporatisme et communautarisme sont de retour, ils ont de nouveaux visages, d'autres mots, d'autres carottes mais toujours dans la même filiation et les mêmes objectifs d'un ordre social totalitaire, théocratique et ploutocratique.

Ainsi, met-on en place des institutions associant patronats et syndicats, les transformant en organes d'état chargés de gérer le bien commun.

Le comité de dialogue social européen est de ceux-là. Vous serez des co-législateurs dit, Mr JOSPIN, aux organisations syndicales un peu comme il aurait dit: «vous serez tous des dieux».

En fait de co-législateurs, il s'agit de gérer subsidiairement les décisions de l'Europe et de transformer les organisations syndicales en régisseurs de la curie maastrichienne.

C'est une attaque directe contre les organisations syndicales ouvrières et patronales auprès de laquelle l'association capital-travail apparaît un jeu d'enfant de chœur.

C'est aussi une attaque directe contre la démocratie qui est un acquis et une garantie du progrès social.

Quelle est concrètement aujourd'hui la situation? Que reste-t-il de nos grands Services Publics? Quelle pérennité de moyens et de structure pour l'État? Quelle indépendance politique de la République française, de nos gouvernements et de nos élus? A ces quelques questions, les réponses sont évidentes.

Fondées sur le traité de Rome qui prévoyait la disparition des monopoles, les directives européennes, agrémentées de livres blancs ou verts, relayées par le syndicalisme jaune de la *Confédération européenne des syndicats*, ont conduit à ce que nous connaissons aujourd'hui de la poste ou des Télécoms, par exemple.

Eau, rail, énergie, la marche aux privatisations reconstitue des monopoles privés dans une logique capitaliste qui s'oppose au service public et aux acquis sociaux des salariés de ces services publics.

Et, ce n'est pas un hasard si les statuts du personnel et notamment ceux des régimes spéciaux de retraite ou de la Sécurité Sociale y sont particulièrement visés.

N'est-ce pas ainsi d'ailleurs que fut réalisé, dès 1993, la première grande offensive contre la Sécurité Sociale par la destruction de son régime de retraite, élément de sa convention collective, torpillé par le patronat et les traditionnelles filiales de la pensée subsidiaire et corporatiste.

Ce n'est pas un hasard non plus si, dans les années passées, nombre des services institutionnels se sont vus affublés des noms du terroir, tel par exemple, pour le Maine-et-Loire, EDF Anjou ou CAF Anjou.

Aujourd'hui, le constat s'impose, l'Europe est synonyme de destruction de nos grands Services Publics, éléments de notre cadre national Republicain. Il conduit à une question: jusqu'à quand les citoyens de la République française doivent-ils subir la colonisation pillarde renforcée par Maastricht et Amsterdam?

La voie démocratique du refus est, bien sûr, celle que nous préconisons dans l'expression des citoyens et des travailleurs que sont, aussi bien, le vote que la grève.

L'urgence à dire et à agir est à la mesure même de l'accélération des processus de destruction engagés.

La réforme structurelle de l'État engagée, il y a 20 ans, sous le Premier Ministre Mauroy, par les lois de décentralisation, conduit naturellement, aujourd'hui, au rapport Mauroy.

C'est un aboutissement d'une offensive idéologique, le mûrissement d'une dégénérescence de nos conceptions de la démocratie et de la République.

Du communautarisme des provinces en passant par le communautarisme des pays, si cher à un certain syndicat, nous en venons au communautarisme de quartier.

Nous en venons également, Europe oblige, à la remise en cause de la démocratie communale.

Nous devons, en outre, constater que les structures progressivement mises en place sous forme de nouveaux territoires, pays, agglomérations, bassins de vie et d'emploi rendent aléatoire le maintien des relations avec l'État.

Cette transformation, ne l'oublions pas, est concomitante avec la remise en cause, par l'assemblée parlementaire, de la légitimité des Services Publics telle qu'elle ressort du rapport Mauroy et du projet de la loi Migaud.

Là encore, nous ne pouvons que constater que la refondation territoriale qui s'accomplit, organise une France éclatée, c'est-à-dire le démantèlement des principes républicains générateurs de nos droits et de nos conquêtes sociales.

Organise, enfin il faut l'envisager, la mise en œuvre d'une privatisation territoriale accrue.

Les silences de Mme Voynet aux questions posées quant au financement des schémas de services collectifs sensés cadrer l'action territoriale de l'État et des régions sont, de ce point de vue, une réponse éloquente.

Comment pourrait-il d'ailleurs en être autrement dans un État dont les dépenses sont limitées par la tutelle européenne et qui, de «*solidaire*», est devenu «*libéral*»?

Quelle pérennité de moyens et de structures pour l'État républicain, nous interrogeons-nous?

La réponse paraît claire: dans le cadre juridique et idéologique de l'impérialisme libéral européen, c'est son exécution programmée qui s'accomplit sous nos yeux avec toutes les conséquences sociales qui en découlent.

A ce stade, est-il bien nécessaire de nous interroger sur l'indépendance de la République française, de son gouvernement et de ses élus? Peuvent-ils faire autre chose que décliner l'application subsidiaire des ordres de la tutelle supranationale.

Constatons qu'ils ne l'osent, ni ne le dénoncent.

Le Conseil de l'Europe exige-t-il que les droits et revendications des salariés de la Fonction Publique soient remis en cause!!!

Paris s'exécute et, après une parodie de négociation, remet en cause les droits et les revendications des salariés de la Fonction Publique Française.

Faut-il parler du travail de nuit des femmes?

Faut-il parler du retour au travail des enfants, des retraites, de l'assurance chômage?

Lisez donc les écrits de la *Commission européenne* qui s'en prennent aux chômeurs et préconisent leur mise au pas bien avant le dernier accord UNEDIC.

Lisez ce qu'écrivait très officiellement le Directeur de la Sécurité Sociale à la *Commission des communautés européennes* en 1992 (présidence Jacques Delors), qui préconisait l'utilisation bénévole des retraités valides pour soigner les personnes âgées grabataires et l'exportation de nos retraités pauvres vers des pays moins riches. Cela aurait, paraît-il, résolu le problème de nos structures d'accueil.

Mes chers camarades, les injonctions européennes tombent comme des bombes sur la République française et détruisent notre démocratie, nos droits et nos conquêtes sociales. Elles tombent à chaque fois que Paris s'exécute et exécute notre Histoire, nos lumières et les cadres juridiques de notre progrès social et de nos libertés.

Mes chers Amis, par le biais des structures régionales et, à l'échelle du continent, le leurre européen a pour fonction de casser les cadres nationaux.

Chez nous, dans la déstructuration de l'État, c'est de la République qu'il s'agit.

La destruction des cadres nationaux, c'est aussi la remise en cause des conventions collectives et des statuts spécifiques à la fonction Publique et aux Services Publics ainsi que la protection sociale et les codes nationaux, qui, dans tous les domaines, régissent la protection des salariés.

Au marché des esclaves, l'Europe tient pignon sur rue et Paris brade.

Tout cela est très ordonné, très organisé, très programmé. Alors, quoi de mieux qu'une charte des droits fondamentaux et pourquoi une telle charte? S'imposerait-elle si nos acquis historiques n'étaient fondamentalement remis en cause par la dictature européenne?

Oui, dictature, car subsidiarité s'oppose à démocratie, comme équité s'oppose à égalité.

Cette charte c'est, à l'échelle de l'Europe, le protocole de la refondation sociale.

La remise en cause du droit de grève en résume toute l'essence et, d'une mouture à l'autre, ses auteurs n'en ont pas dégénéré la substance.

Voilà tout ce qu'aujourd'hui nous pouvons constater.

Voilà une marche à rebours de l'Humanité que nous ne pouvons accepter.

Libres Penseurs, nous avons choisi de le dire et de la combattre. Bâtisseurs de paix, bâtisseurs de justice sociale, constructeurs d'Humanité, nous avons à re-défendre l'essentiel, la vie, l'existence individuelle, la liberté, le progrès.

Nulle tyrannie ne saurait indéfiniment régner. Alors, dans la raison et les idéaux qui nous guident, nous devons faire face, exiger, revendiquer et vaincre.

Nous le voulons pour défendre et reconquérir nos acquis sociaux. Nous le voulons pour défendre et reconquérir la République, une, indivisible et laïque..

«L'ANARCHO-SYNDICALISTE»

19, rue de l'Étang Bernard - 44400 Rezé

Abonnement pour 20 numéros: 150 francs. Abonnement de soutien: 200 francs.

Verser à: Mme PESTEL-HÉBERT - CCP 515-14 C Nantes

Imprimerie spéciale de L'Anarcho-Syndicaliste

Directeur de publication: Alexandre HÉBERT
